

Question orale de Mme Katrin Jadin à Philippe Goffin (Affaires étrangères et Défense) sur "La situation au bord de la frontière euro-turque"

Katrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, même si nous avons déjà pu faire le point sur la situation à la frontière de l'Union avec la première ministre la semaine dernière en séance plénière, nous devons nous pencher sur ce qui est à l'origine de cette catastrophe humanitaire et de la situation à laquelle l'Europe fait face.

En tant qu'Européens, nous avons une lourde responsabilité car nous avons laissé certaines situations en l'état, sans réellement agir. Cela avait déjà été le cas lorsque nous avons eu à gérer les conséquences de notre inaction dans le conflit syrien en 2015. Avec ce qu'il se passe à Idlib, je crains que nous ne connaissions la même situation et j'espère que nous pourrions tirer les leçons de ce que nous avons connu par le passé.

Il y a actuellement un arrêt des actions menées de front par les militaires russes et l'armée syrienne. Les choses semblent être calmées mais il n'en reste pas moins que la situation humanitaire sur place est grave. Beaucoup de Syriens se sont déplacés et se trouvent à la frontière gréco-turque. La Turquie, notre "alliée" – puisqu'elle est membre de l'OTAN – met la pression sur l'ensemble de l'Union européenne.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, s'est rendu sur place la semaine dernière et a entre-temps rencontré M. Erdogan.

Monsieur le ministre, quelle a été la position de notre pays au sujet des demandes turques? Fournirons-nous les efforts en matière d'aide humanitaire tels que demandés par la communauté internationale et l'ONU? Quelle sera notre position? Si vous ne pouvez pas répondre à cette question, ce n'est pas trop grave car votre collègue pourra certainement y répondre. Enfin, comment pouvons-nous contribuer à ce que cette nouvelle situation se règle de manière intégrée au sein de l'Union européenne?

Philippe Goffin, ministre: Madame la présidente, depuis plusieurs mois à Idlib, les tensions se sont intensifiées suite aux opérations militaires menées par le régime syrien qui tente de reprendre ce dernier bastion à l'opposition syrienne. Ces tensions ont culminé le 27 février, lorsque l'armée syrienne a lancé une attaque tuant au moins 36 soldats turcs.

Damas et Moscou disent inscrire leur action dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. La Turquie dit vouloir notamment éviter un nouveau flux migratoire vers les frontières turques si le régime syrien reprenait le contrôle du territoire.

Les conséquences humanitaires de la récente escalade sont évidemment considérables. On compte près d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays depuis début décembre. On déplore de fréquentes violations du droit international humanitaire, et notamment des attaques par le régime syrien et ses alliés contre des infrastructures civiles telles que des

postes médicaux et des écoles. La lutte contre le terrorisme ne peut justifier cela. La Belgique condamne fermement ces violations.

Le président turc M. Erdoğan et le président russe M. Poutine se sont vus pendant six heures à Moscou le 5 mars dernier. Cette rencontre a abouti à un accord.

Monsieur De Vriendt, monsieur De Maegd, cet accord est techniquement un protocole complémentaire à l'accord préexistant de Sotchi. Il comprend divers aspects: un cessez-le-feu sur Idlib qui a pris effet jeudi dernier à minuit pour une durée indéterminée; la création d'un couloir de sécurité le long de la stratégique autoroute M4; la mise en place de patrouilles conjointes à partir du 15 mars et un engagement à faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne aux personnes déplacées, qui sont au nombre d'un million dans cette province.

L'accord est fragile. La Turquie et la Russie n'ont pas un contrôle absolu des milices et autres parties aux conflits. Les postes de contrôle turcs sont vulnérables. Diverses violations ont été dénoncées, mais il semble toutefois que le cessez-le-feu est plus ou moins respecté à ce jour.

Monsieur De Maegd, vous me demandez s'il y a eu une discussion autour du cessez-le-feu à Zagreb. Il a été conclu juste avant le conseil extraordinaire. Il y est fait allusion dans la déclaration, avec un appel à toutes les parties à installer un cessez-le-feu durable, à garantir la protection des civils et à permettre l'acheminement de l'aide humanitaire par la communauté internationale.

Pouvons-nous garantir le respect de l'accord? Disposons-nous de mécanismes à cet effet? La Turquie et la Russie ne soumettent pas leurs engagements réciproques à la supervision d'un acteur extérieur. Ma réponse est donc malheureusement négative. Vous savez cependant que nous plaidons depuis longtemps, tant à New York qu'à Bruxelles, pour un cessez-le-feu et une désescalade du conflit.

Op 27 februari schreef ik samen met dertien van mijn EU-collega's een opiniestuk over de situatie in Idlib, waarin wij onder meer het Syrische regime en zijn bondgenoten opriepen tot een staakt-het-vuren te komen.

La Belgique a notamment présenté une démarche en ce sens auprès du Secrétaire général des Nations Unies Guterres en compagnie de huit autres membres du Conseil de sécurité. Madame Van Hoof, nous poursuivons ces efforts qui se sont jusqu'ici heurtés aux *veto* russe et chinois.

Messieurs Cogolati et De Vriendt, il est vrai qu'il avait été un temps question d'un sommet à quatre, incluant Mme Merkel et M. Macron. C'était le souhait de M. Erdogan pour modifier le rapport de forces de la réunion, mais M. Poutine s'y est opposé. Il est difficile pour l'Union européenne d'imposer sa présence à ce sommet. Je tiens à souligner le grand nombre de contacts au plus haut niveau entre l'Union européenne et la Turquie et la Russie. Je ne vais pas vous en faire la liste mais tant Charles Michel que M. Borrell et Mme von der Leyen ont été très actifs par téléphone et sur le terrain. Cela continue puisque M. Erdogan était à Bruxelles hier.

Er werd vorige week ook beslist 60 miljoen euro extra te mobiliseren voor humanitaire hulp aan Noordwest-Syrië. Het Nederlandse voorstel voor een no-flyzone, waarnaar de heer

Crombez verwees in zijn vraag, werd uiteindelijk niet opgenomen in de conclusies van de Raad Buitenlandse Zaken van vorige week. De mogelijkheid om een beslissing over een dergelijke no-flyzone door de VN-Veiligheidsraad te krijgen lijkt eerder beperkt, gelet op de positie van Rusland in de Veiligheidsraad.

Monsieur Cogolati, votre question portait notamment sur une conférence à Bruxelles sur l'avenir de la Syrie. Comme vous le savez probablement, la haut représentant Borrell a confirmé la tenue de la quatrième édition de la Brussels Conference on Supporting the Future of Syria and the Region les 29 et 30 juin prochains.

België onderschrijft de verklaring die de buitengewone Raad Buitenlandse Zaken op 6 maart aannam. Hierin toonde de EU zich bezorgd over de situatie aan de Grieks-Turkse grens, toonde zich solidair met Griekenland en andere EU-lidstaten, en verwierp het gebruik van migratiedruk door Turkije voor politieke doeleinden.

Ik wil graag antwoorden op meer specifieke vragen over de humanitaire situatie in en rond Idlib, bijvoorbeeld inzake de mogelijkheid een humanitaire corridor te verzekeren.

Ou encore les efforts spécifiques de la Belgique en la matière.

Ik beantwoord hiermee vragen van commissievoorzitter mevrouw Van Hoof, mevrouw Liekens, de heren De Vriendt, Crombez, Lacroix, Cogolati en Dallemagne.

De EU verwacht dat Turkije de verbintenissen uit de gezamenlijke verklaring van 2016 naleeft. De EU neemt akte van de uitkomst van de gesprekken tussen Rusland en Turkije in Moskou en roept op tot een duurzaam staakt-het-vuren, de bescherming van de burgerbevolking en ongehinderde humanitaire toegang. De Europese Unie mobiliseert alvast extra humanitaire hulp en benadrukt ook het belang van de verlenging van resolutie 2165 van de VN-Veiligheidsraad, die cross-bordertoegang voor humanitaire hulp toelaat.

Pour répondre le plus complètement possible aux nombreuses questions posées à ce sujet, permettez-moi de préciser que cette résolution fondamentale – la n° 2165, portée par la Belgique et les co-plumes allemande et koweïtienne – devait durer initialement six mois, mais qu'elle a été prolongée à une période de douze mois. En tant que porte-plume humanitaire pour la Syrie, avec l'Allemagne et le Koweït, notre pays a été responsable de la dernière prolongation du 10 janvier dernier.

Alors que la résolution bénéficiait auparavant d'un soutien unanime au sein du Conseil de sécurité, la Russie et la Chine s'abstiennent depuis 2017. L'argument avancé est que la

situation sur le terrain a changé et que les autorités syriennes ont pris le contrôle de la majorité du territoire. Par conséquent, la Russie en particulier est de plus en plus réticente à accepter de prolonger le mécanisme transfrontalier. Moscou estime que, vu les circonstances actuelles, l'acheminement de l'aide devrait passer par Damas. Cependant, dans la pratique, il s'agit d'un défi logistique majeur. De nombreux partenaires de mise en œuvre ne disposent pas, plus ou de très peu de bureaux à Damas prévus à cet effet.

Damas se trouve loin des zones les plus défavorisées, dont les lignes d'approvisionnement traversent souvent les lignes de front internes et une géographie inhospitalière. De plus, l'aide risque d'être politisée par le régime syrien et/ou détournée par des milices toujours actives dans tout le pays.

De penhouders hebben na weken onderhandelen met de betrokken partijen uiteindelijk besloten om op 20 december 2019 een compromistekst ter stemming voor te leggen. Deze tekst ging uit van drie posten gedurende twaalf maanden. De grensovergang in Al-Ramtha aan de grens met Jordanië werd geschrapt omdat deze overgang al langere tijd niet meer actief was.

Rusland, gevolgd door China, stelde echter zijn veto tegen het compromis en legde een alternatieve tekst op tafel op basis van twee overgangen voor een periode van zes maanden, in Bab Al-Salam en Bab Al-Hawa, beide aan de grens met Turkije, nabij Idlib en Aleppo. Deze tekst bevatte een reeks gewijzigde modaliteiten die de hulpverlening verder zou beknotten. Deze Russische tekst werd op zijn beurt geblokkeerd door de VS, het VK en Frankrijk.

Na de jaarwisseling werden de onderhandelingen hervat. Uiteindelijk heeft de VN ingestemd met een compromistekst die een verlegging van twee posten voor een periode van zes maanden voorstelde. De tekst bevat eveneens de opdracht om binnen een maand te rapporteren over mogelijke alternatieven voor de Al-Ya'rubiyah grensovergang aan de Iraakse grens, opdat deze mogelijk kan worden aangenomen tijdens een volgende verlenging, in juli 2020. Al-Ya'rubiyah was immers een belangrijke toevouerroute voor medische benodigdheden.

La résolution n° 2504 a finalement été adoptée le 10 janvier 2020, quelques heures avant l'expiration du mandat de la résolution transfrontalière, avec 11 voix et l'abstention de la Russie, de la Chine, des États-Unis et du Royaume-Uni.

Entre-temps, le secrétaire général des Nations Unies a également indiqué que, dans les circonstances actuelles, l'aide humanitaire transfrontalière et transversale restait nécessaire. Tant que les autorités syriennes n'accéléreront pas et ne simplifieront pas leur procédure d'admission de l'aide via Damas, le poste frontière de Tal Abyad plus à l'est de la frontière avec la Turquie, serait l'alternative la plus viable à Al Yarubia. À l'approche du mois de juillet, la Belgique poursuivra ses efforts pour prolonger à nouveau la résolution et augmenter le nombre de postes frontières disponibles.

Madame Liekens, monsieur Dallemege, la Syrie est une zone prioritaire de l'aide humanitaire belge, y compris en 2020. Des financements conséquents sont donc prévus, notamment la contribution importante au Syria Humanitarian Pooled Fund, c'est-à-dire 7 millions d'euros via le Syria Cross-border Humanitarian Fund et 7 millions via le fonds Inside Syria.

Il est vrai que depuis le renouvellement de la résolution "Syrie Cross-border" dont j'ai parlé plus haut, les financements du Syria Cross-border Humanitarian Fund sont attribués uniquement au nord-ouest, zone de focalisation de l'attention vu les combats encore en cours.

Pour ce qui est du nord-est, le fonds Inside Syria permet le financement dans cette zone. Nous avons encore trois financements de projets en cours: Unicef, UNRWA et le PAM, au nord-est de la Syrie. Mon collègue vice-premier ministre et ministre de la Coopération étudie avec ses services le moyen d'augmenter l'aide humanitaire spécifiquement pour cette région.

Mevrouw Van Hoof, u vroeg naar onze inspanningen bij de VN en een eventuele nieuwe resolutie van de VN-Veiligheidsraad. Naar mijn inschatting is zo'n nieuwe resolutie van de VN zeer onwaarschijnlijk. België heeft, samen met Koeweit en Duitsland, sinds april 2019 verschillende vergaderingen van de VN-Veiligheidsraad bijeengeroepen om de escalatie van geweld in en rond Idlib aan te kaarten en om alle partijen, in het bijzonder Syrië, op te roepen tot naleving van het internationaal humanitair recht.

Monsieur Dallemagne, votre question portait aussi sur nos efforts entrepris au Conseil de sécurité. Comme vous le savez, le 29 août 2019, la Belgique a, avec le Koweït et l'Allemagne, déposé un projet de résolution appelant à un cessez-le-feu immédiat à Idlib. Malgré des négociations intenses, la Russie et la Chine ont choisi de mettre leur veto.

Le 28 février dernier s'est tenue une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies, lors de laquelle ce dernier a appelé toutes les parties à la désescalade. L'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Syrie a, lui aussi, appelé à tout mettre en œuvre en vue de l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat.

Rusland vroeg op 6 maart 2020 een gesloten VNVR-consultatie aan, om het Russisch-Turkse akkoord voor Idlib toe te lichten. De leden van de VNVR ontvingen het nieuws van het staakt-het-vuren positief, maar toonden zich eveneens sceptisch over de bestendigheid ervan, gezien de ervaringen uit het verleden. Ook benadrukten enkele VNVR-leden, waaronder België, dat de strijd tegen terrorisme geen excuus kan zijn, om het internationaal humanitair recht te schenden.

Mevrouw Samyn, in antwoord op uw vraag over de rol van de NAVO in het algemeen en de tweet van de NAVO kan ik u meegeven dat deze tweet vooral een teken van solidariteit was met onze bondgenoot. De Noord-Atlantische Raad van de NAVO werd inderdaad bij elkaar geroepen op basis van het inroepen van artikel 4 van het Verdrag van Washington door Turkije. Artikel 4 betreft politieke consultatie binnen de alliantie en bepaalt dat de partijen onderling overleg zullen plegen, telkens wanneer, naar de mening van een van hen, de territoriale integriteit, de politieke onafhankelijkheid of veiligheid van een van de partijen wordt bedreigd.

Mijnheer De Rover, in antwoord op uw vraag over de vraag van Turkije aan de NAVO en artikel 5 kan ik u melden dat Turkije in de voornoemde vergadering heeft verzocht maatregelen te treffen om zijn veiligheid te verzekeren. Het betreft momenteel maatregelen die in 2015 werden beslist en onder meer Patriot-afweerraketten en vluchten met AWACS-vliegtuigen betroffen. De landen zullen die Turkse vraag meer in detail bestuderen.

De bondgenoten drukten hun medeleven en solidariteit uit met Turkije. Onze vertegenwoordiger bij de NAVO verwees naar de nood tot de-escalatie en een staakt-het-vuren en refereerde ook aan het werk van ons land in de VN-Veiligheidsraad rond de humanitaire toegang in Syrië.

Noteer dat artikel 4 inzake consultatie bij de NAVO plaatsvond voordat de ontwikkeling van de gespannen situatie aan de Turks-Griekse grens volledig duidelijk was.

Mevrouw Ponthier, u had een vraag over de mogelijkheid dat Turkije zich ook op artikel 5 van het NAVO-Verdrag zou beroepen. Er ligt momenteel geen vraag voor van Turkije inzake het invoeren van artikel 5. Indien die vraag er komt, zal de federale regering binnen de NAVO een positie innemen in overleg met onze bondgenoten.

Mevrouw Pas, ik zal proberen uw tien vragen over de FTF'ers te beantwoorden, zij het misschien niet in dezelfde volgorde, waarvoor ik mij excuseer.

Inzake de situatie van de *Foreign Terrorist Fighters* heb ik ook nota genomen van het voorstel van de Syrisch-Koerdische autoriteiten, om de FTF'ers in het oosten van Syrië te berechten. Voor zover bekend, is het de intentie van de Syrisch-Koerdische autoriteiten om ook vrouwelijke FTF'ers te berechten.

De eventuele terugkeer van volwassen FTF'ers is echter niet aan de orde en de positie van de Belgische regering is op dat vlak niet gewijzigd.

De details van dit voorstel, die door het European Institute of Peace werden uitgelegd, moeten nog verder worden uitgewerkt. Mijn diensten staan in regelmatig contact met de Syrisch-Koerdische autoriteiten om dit verder te bespreken en beter te bepalen welke juridische steun wordt verwacht en wat de mogelijkheden zijn om eraan te voldoen, rekening houdend met onder andere de juridische en de internationale implicaties die ermee gepaard zouden gaan. Bovendien moet worden nagegaan wat er moet gebeuren met mensen met meerdere nationaliteiten naast de Belgische.

De Belgische regering heeft dan ook nog geen formeel standpunt over het voorstel van de Syrisch-Koerdische autoriteiten ingenomen. Van de 37 volwassen Belgen die zich bevinden in de kampen in Noord-Syrië hebben 29 personen naast de Belgische ook een tweede nationaliteit. Van drie hiervan werd recent de Belgische nationaliteit via gerechtelijke weg afgenomen. Aangezien de beslissing tot verlies van de Belgische nationaliteit nog niet officieel aan de betrokkenen kon worden betekend, kunnen betrokkenen nog beroep aantekenen tegen deze beslissing en kan een terugkeer naar België niet worden uitgesloten.

Mijnheer De Roover, voor informatie over de strijders die zich al dan niet in door Turkije gecontroleerd gebied bevinden en de vraag of zij al veroordeeld zijn, dien ik u te verwijzen naar respectievelijk de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie. Met Turkije wordt enkel informatie uitgewisseld over de eventuele aanhoudingen van Belgische onderdanen in Turkije.

Madame Jadin, votre question portait sur la situation aux abords des frontières européennes et à la suite de la décision turque à l'égard des réfugiés. Les annonces des autorités turques à

partir du 28 février selon lesquelles elles ne retiendraient plus les migrants désireux de se rendre en Europe ont provoqué un afflux de migrants vers la frontière greco-turque.

Les autorités grecques affirment avoir empêché 24 000 personnes de franchir la frontière terrestre à partir de la Turquie entre le 29 février et le 2 mars. Depuis lors, le nombre de franchissements irréguliers de la frontière terrestre est plus ou moins sous contrôle. Entre 7 000 et 20 000 migrants potentiels se trouveraient cependant encore dans la province turque d'Edirne, le long de la frontière grecque, selon les chiffres communiqués par Frontex.

Les îles égéennes ont, quant à elles, connu une forte augmentation du nombre d'arrivées après les déclarations des autorités turques: 1 700 migrants sont arrivés dans les îles entre le 29 février et le 2 mars. Depuis plusieurs semaines déjà, des émeutes secouent les îles en raison de la surpopulation migratoire et des conséquences néfastes pour les habitants. Ceux-ci s'opposent à la construction de centres fermés et exigent des transferts massifs de migrants vers le continent.

Mijnheer De Vriendt, u had een vraag over het overleg op Europees niveau in verband met de beslissing van Turkije over vluchtelingen in Syrië. De voorbije dagen vonden inderdaad meerdere vergaderingen plaats.

Un Conseil Justice et Affaires intérieures extraordinaire a eu lieu ce 4 mars afin de discuter de la situation aux frontières extérieures de l'Union européenne avec la Turquie, les ministres de l'Intérieur ayant adopté une déclaration pour exprimer leur soutien à la Grèce, mais également à la Bulgarie, à Chypre et aux autres États membres qui pourraient être affectés par les récents évènements tout en mettant l'accent sur le respect du droit international et européen dans le cadre des frontières extérieures de l'Union européenne.

La déclaration reconnaît la charge migratoire pesant sur la Turquie mais condamne l'usage des migrants à des fins politiques. Elle demande que la déclaration UE-Turquie de 2016 soit mise en œuvre par la Turquie. Sur le plan opérationnel, elle annonce toute une série de mesures au profit de la Grèce et, notamment, le renforcement de Frontex à la frontière gréco-turque, jusqu'à 700 millions d'aide financière pour la gestion des migrations et des frontières en Grèce, et l'activation du mécanisme européen de protection civile pour prêter assistance aux migrants.

La Belgique a offert une aide matérielle via B-FAST qui est déjà parvenue.

La mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie ne se fait pas sans heurts mais sa validité n'est pas remise en cause. Il importe de maintenir tous les canaux ouverts avec Ankara pour pouvoir remédier aux manquements constatés. La Belgique est favorable au maintien de l'aide en faveur de la Turquie pour l'accueil des quatre millions de réfugiés sur son territoire.

Madame Jadin, vous m'avez demandé combien de Belges sont inscrits en Grèce et en Bulgarie. Il y a actuellement et officiellement 746 Belges inscrits en Bulgarie et 2 563 Belges inscrits en Grèce.

Katrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses très circonstanciées. J'aimerais revenir sur deux éléments.

Premièrement, je voudrais saluer le fait que, lorsque nous avons été amenés à jouer le rôle de "penholder" au sein d'instances internationales telles que l'Organisation des Nations unies, nous avons eu l'occasion de prendre nos responsabilités et quelques initiatives, même si la communauté internationale ne nous a pas suivis sur certaines considérations. Je pense que notre pays a fait preuve de responsabilité et qu'il s'est toujours distingué par son engagement en faveur de la défense des droits de l'homme et du droit international.

J'ajouterai que la Turquie a, elle aussi, commis des violations du droit international dans le cadre de ses actions sur le territoire syrien. Je pense qu'il est utile de le rappeler, même si cela ne facilitera pas la recherche de solutions aux problèmes auxquels la communauté internationale est confrontée.

Au niveau européen, vous avez participé la semaine dernière à la conférence de Zagreb pour tenter de trouver des s